2012 PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Québec

2012

PROFIL
ÉCONOMIQUE ET FINANCIER
DU QUÉBEC

Ce document est produit par le ministère des Finances du Québec.

Les données présentées dans ce document sont celles qui étaient disponibles en date du 1er juin 2012.

Pour information, s'adresser au :
Secrétariat général et coordination ministérielle

12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : sri@finances.gouv.qc.ca

Ce document est disponible sur Internet :
www.finances.gouv.qc.ca

Abonnement disponible

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Juin 2012
ISBN 978-2-550-65118-5 (imprimé)
ISBN 978-2-550-65119-2 (PDF)

© Gouvernement du Québec

SECTIONS

1. ÉCONOMIE

LE QUÉBEC, UN ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES PAR EXCELLENCE

2. FINANCES PUBLIQUES

LE QUÉBEC, UNE GESTION RIGOUREUSE DES FINANCES PUBLIQUES

3. FINANCEMENT

LE QUÉBEC, UNE PRÉSENCE CONTINUE SUR LES MARCHÉS CANADIENS ET INTERNATIONAUX

L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC : CRÉATIVE, INNOVATRICE, COMPÉTITIVE ET OUVERTE SUR LE MONDE

LE QUÉBEC EN **2012**

LE QUÉBEC D'AUJOURD'HUI

UNE ÉCONOMIE DYNAMIQUE, UN VASTE TERRITOIRE, DES RESSOURCES NATURELLES ABONDANTES, UNE GESTION RIGOUREUSE DES FINANCES PUBLIQUES ET UN POTENTIEL HUMAIN REMARQUABLE

1.

LE QUÉBEC EST LA PLUS GRANDE PROVINCE DU CANADA; IL VIENT AU DEUXIÈME RANG SUR LA BASE DE SA POPULATION AVEC 8 MILLIONS D'HABITANTS.

2.

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DU QUÉBEC EST DE 335 MILLIARDS DE DOLLARS, CE QUI REPRÉSENTE PRÈS DE 20 % DE L'ÉCONOMIE DU CANADA.

3.

PORTE D'ENTRÉE NATURELLE DE L'AMÉRIQUE DU NORD, LE QUÉBEC BÉNÉFICIE, GRÂCE À SA PARTICIPATION À L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN (ALENA), D'UN ACCÈS PRIVILÉGIÉ À UN MARCHÉ DE 460 MILLIONS DE CONSOMMATEURS.

4.

LES FINANCES PUBLIQUES SONT GÉRÉES DE FAÇON RIGOUREUSE. LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC S'EST ENGAGÉ À RETOURNER À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE EN 2013-2014, TOUT EN PRÉSERVANT LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS.

5.

INVESTIR AU QUÉBEC, C'EST PROFITER D'UN TRAITEMENT FISCAL COMPÉTITIF AINSI QUE DE FAIBLES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION POUR LES ENTREPRISES.

6.

LE QUÉBEC SE DISTINGUE PAR SA MAIN-D'ŒUVRE FORTEMENT SCOLARISÉE AINSI QUE PAR SON POTENTIEL REMARQUABLE DE DÉVELOPPEMENT DES SECTEURS DE POINTE ET D'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES, PARTICULIÈREMENT MISES EN VALEUR DANS LE CADRE DU PLAN NORD.

4 000 KM
3 000 KM
2 000 KM
1 000 KM
CANADA
VANCOUVER
CALGARY
QUÉBEC
QUÉBEC
MONTRÉAL
TORONTO
BOSTON
DÉTROIT
NEW YORK
CHICAGO
WASHINGTON
1 000 KM
ÉTATS-UNIS
LOS ANGELES
ATLANTA
2 000 KM
MEXIQUE
MEXICO
3 000 KM
4 000 KM

ÉCONOMIE

5 Perspectives économiques

6 Une économie forte de son capital humain

7 Une économie innovatrice

8 Une économie axée sur les hautes technologies

10 Une économie compétitive

11 Une économie ouverte sur le monde

12 Des ressources naturelles abondantes

14 Le Plan Nord

15 Hydro-Québec

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SE POURSUIT AU QUÉBEC

Le Québec possède une économie dynamique et résiliente qui a bien traversé la dernière récession. L'économie du Québec a continué de progresser en 2011, alors que le PIB réel a affiché une croissance de 1,7 %, après avoir crû de 2,5 % en 2010.

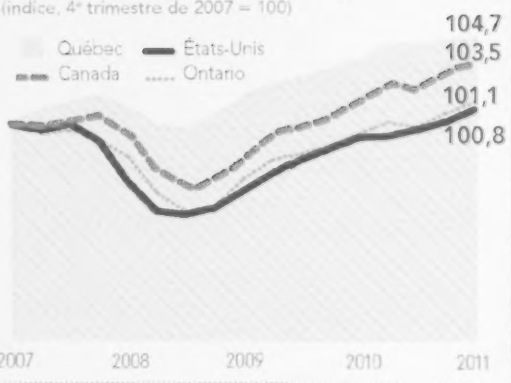
La croissance du PIB réel devrait se poursuivre en 2012 et s'établir à 1,5 %, pour s'accélérer ensuite à 1,9 % en 2013.

- La force de la demande intérieure continuera de soutenir la croissance économique du Québec en 2012 et en 2013. Elle reposera à la fois sur la vigueur de la consommation des ménages, soutenue par la création d'emplois, et sur l'importante progression prévue des investissements des entreprises.
- Les exportations du Québec seront stimulées par la croissance de ses partenaires commerciaux et par la vigueur de la demande mondiale pour les ressources naturelles.

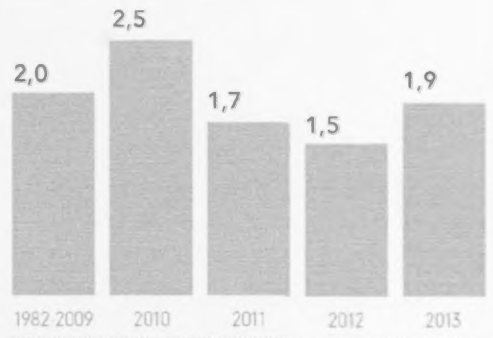
INDICATEURS ÉCONOMIQUES
(variation en pourcentage)

QUÉBEC	2011	2012	2013
Produit intérieur brut réel	1,7	1,5	1,9
Produit intérieur brut	4,9	3,8	4,1
Consommation réelle	1,7	1,4	1,9
Mises en chantier (en milliers)	48,4	45,7	41,6
Investissements non résidentiels réels des entreprises	10,3	4,6	4,6
Exportations totales réelles	2,0	3,4	3,4
Taux de chômage	7,8	8,0	7,9
Création d'emplois (en milliers)	38,5	21,3	35,7
Indice des prix à la consommation	3,0	2,5	1,8
CANADA	**2011**	**2012**	**2013**
Bons du Trésor – 3 mois (%)	0,9	0,9	1,0
Obligations – 10 ans (%)	2,8	2,3	3,0
Dollar canadien (en cents US)	101,3	98,9	97,1

PIB RÉEL – QUÉBEC ET SES PRINCIPAUX PARTENAIRES
(indice, 4e trimestre de 2007 = 100)



PIB RÉEL – QUÉBEC
(variation en pourcentage)



SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

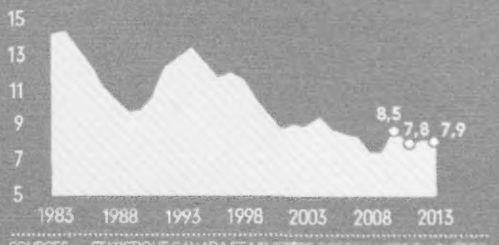
BONNE TENUE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

L'ANNÉE 2011 MONTRE UN BILAN POSITIF DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU QUÉBEC.

- SUR L'ENSEMBLE DE L'ANNÉE, C'EST 38 500 EMPLOIS QUI ONT ÉTÉ CRÉÉS AU QUÉBEC, ACCOMPAGNÉS D'UNE BAISSE DE DEUX DIXIÈMES DU TAUX DE CHÔMAGE, QUI S'EST ÉTABLI À 7,8 %.

LA POURSUITE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DEVRAIT SE TRADUIRE PAR LA CRÉATION DE 21 300 EMPLOIS EN 2012 ET DE 35 700 EMPLOIS EN 2013. LA BONNE TENUE DU MARCHÉ DU TRAVAIL PERMETTRA AINSI DE MAINTENIR LE TAUX DE CHÔMAGE AUTOUR DE 8,0 % EN 2012 ET EN 2013, UN NIVEAU HISTORIQUEMENT BAS.

TAUX DE CHÔMAGE AU QUÉBEC
(en pourcentage)



SOURCES : STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

UNE ÉCONOMIE FORTE DE SON CAPITAL HUMAIN

La main-d'œuvre québécoise est constituée de travailleurs qualifiés, scolarisés et expérimentés.

UNE ÉCONOMIE QUI ENCOURAGE LA VENUE DE TRAVAILLEURS QUALIFIÉS ET LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS EXPÉRIMENTÉS

Le Québec attire près de 50 000 immigrants par année en provenance de partout dans le monde, ce qui contribue à renforcer son bassin de main-d'œuvre qualifiée. Il a conclu des ententes avec l'Ontario et la France pour favoriser la mobilité de la main-d'œuvre.

Le Québec mise également sur le savoir-faire des travailleurs expérimentés. Ainsi, un crédit d'impôt sur le revenu de travail est mis en place à compter de 2012 pour les travailleurs de 65 ans ou plus.

De plus, les employeurs qui auront recours à des travailleurs de 65 ans ou plus pourront bénéficier, à compter de 2013, d'une réduction de leurs cotisations au Fonds des services de santé.

Par ailleurs, les entreprises bénéficient d'un crédit d'impôt remboursable pour la formation de la main-d'œuvre dans les secteurs manufacturier, minier et forestier.

UNE POPULATION QUI MAÎTRISE PLUSIEURS LANGUES

- Près de la moitié de la population du Québec maîtrise au moins deux langues : 36 % est bilingue et 11 % est trilingue.
- Deuxième plus grande ville francophone au monde après Paris, Montréal est une métropole cosmopolite et riche culturellement qui réunit pas moins de 80 ethnies. La région métropolitaine compte près de quatre millions d'habitants.

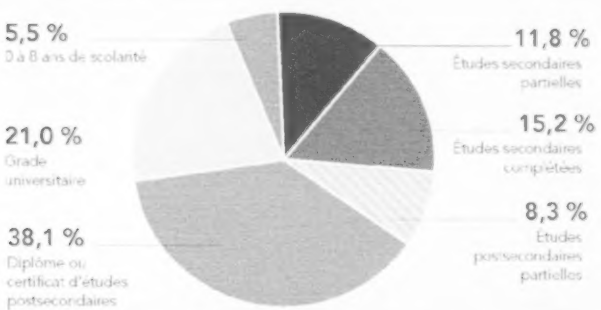
UNE MAIN-D'ŒUVRE INSTRUITE

LE QUÉBEC DISPOSE D'UN BASSIN DE TRAVAILLEURS INSTRUITS.

- 83 % DE LA MAIN-D'ŒUVRE QUÉBÉCOISE DÉTIENT UN DIPLÔME D'ÉTUDES SECONDAIRES OU POSTSECONDAIRES.
- 21 % DE LA POPULATION EN ÂGE DE TRAVAILLER DÉTIENT UN GRADE UNIVERSITAIRE.

RÉPARTITION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DU QUÉBEC SELON LE NIVEAU DE SCOLARITÉ – 2011

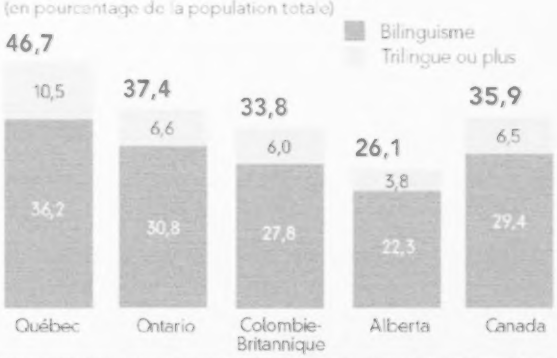
(en pourcentage de la population de 15 à 64 ans)



SOURCE : STATISTIQUE CANADA

CONNAISSANCE DE DEUX LANGUES OU PLUS

(en pourcentage de la population totale)



SOURCE : STATISTIQUE CANADA, RECENSEMENT DE 2006

UNE ÉCONOMIE INNOVATRICE

Pour stimuler l'innovation, une aide fiscale de 1,2 milliard de dollars est accordée chaque année.

UN CHEF DE FILE PARMI LES PAYS INDUSTRIALISÉS

En 2009, le Québec a consacré 2,6 % de son PIB à la recherche-développement (R-D), soit le niveau le plus élevé parmi les provinces canadiennes.

- Ce taux surpasse également le taux moyen observé dans les pays de l'OCDE, du G8 et de l'Union européenne.

DÉPENSES EN R-D AU CANADA : LE QUÉBEC SE DÉMARQUE

Le Québec affiche une croissance plus rapide de ses dépenses en R-D que les autres provinces canadiennes.

- Depuis 1983, les dépenses en R-D au Québec, exprimées en pourcentage du PIB, ont crû de 3,4 % en moyenne par année, comparativement à 1,8 % en Ontario et à 1,4 % dans l'ensemble du Canada.
- Depuis 1995, le Québec est la province qui, en proportion de son PIB, enregistre le plus haut niveau de dépenses en R-D au Canada.

UN TRAITEMENT FISCAL QUI FAVORISE L'INNOVATION

Les entreprises qui investissent en R-D bénéficient d'un traitement fiscal avantageux.

- Il est le plus compétitif au Canada pour les petites et moyennes entreprises et l'un des plus concurrentiels parmi les pays du G8 pour les grandes entreprises.

En 2011, le gouvernement a investi 1,2 milliard de dollars en aide fiscale pour stimuler l'innovation dans les entreprises, dont 760 millions de dollars sous la forme de crédits d'impôt à la R-D. En plus des aides fiscales, le gouvernement consacre, par l'intermédiaire de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation, 1,1 milliard de dollars sur une période de trois ans pour appuyer divers secteurs stratégiques.

DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES EN R-D – 2009

(en pourcentage du PIB)

Québec	2,6
Canada	1,9
Ontario	2,3
Pays du G8	2,5
OCDE	2,4
Union européenne	1,9

SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC.

CAPITAL DE RISQUE : UNE STRATÉGIE QUI PORTE SES FRUITS

LE QUÉBEC A ADOPTÉ UNE STRATÉGIE AFIN DE SE DOTER D'UNE INDUSTRIE DE CAPITAL DE RISQUE DIVERSIFIÉE ET APPUYÉE SUR UN FINANCEMENT PRIVÉ.

LA STRATÉGIE A PERMIS D'AUGMENTER ET DE DIVERSIFIER LES SOURCES DE FINANCEMENT DISPONIBLES POUR LES ENTREPRISES TECHNOLOGIQUES QUÉBÉCOISES, ET LES RÉSULTATS SONT PROBANTS :

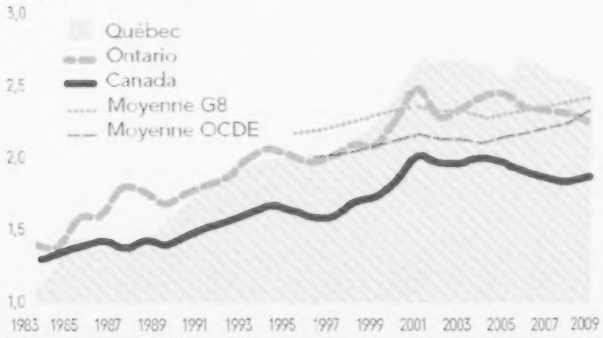
- EN 2011, LE QUÉBEC A TERMINÉ AU PREMIER RANG, *EX ÆQUO* AVEC L'ONTARIO, AU CHAPITRE DES SOMMES INVESTIES EN CAPITAL DE RISQUE AU CANADA. LES 549 MILLIONS DE DOLLARS INVESTIS AU QUÉBEC ONT REPRÉSENTÉ 36 % DES SOMMES TOTALES INVESTIES AU CANADA.

AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES, LE GOUVERNEMENT A PRIS DES INITIATIVES POUR CONSOLIDER L'INDUSTRIE DU CAPITAL DE RISQUE, NOTAMMENT PAR LA CRÉATION D'UN FONDS DE 825 MILLIONS DE DOLLARS POUR LE FINANCEMENT DE FONDS DE CAPITAL DE RISQUE.

CETTE ANNÉE, LE GOUVERNEMENT A ANNONCÉ SA PARTICIPATION À LA MISE EN PLACE D'UN FONDS DE 100 MILLIONS DE DOLLARS DESTINÉ AU DÉMARRAGE D'ENTREPRISES DE TECHNOLOGIES PROPRES.

DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES EN R-D – 1983 À 2009

(en pourcentage du PIB)



SOURCE : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC.

COÛT NET D'UNE DÉPENSE EN R-D POUR UNE GRANDE ENTREPRISE(1,2)

(en dollars)

(1) Revenu nécessaire pour couvrir une dépense de 1 $ en R-D pour une grande entreprise. Plus l'indice est bas, plus les mesures d'aide sont importantes.
(2) Taux en vigueur en 2008.

SOURCE : OCDE, *SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INDUSTRIE : PERSPECTIVE DE L'OCDE*, ÉDITION 2010, JANVIER 2011.

UNE ÉCONOMIE AXÉE SUR LES HAUTES TECHNOLOGIES

Les technologies de pointe contribuent de façon importante à l'économie du Québec.

LES SCIENCES DE LA VIE

L'industrie des sciences de la vie emploie près de 26 400 personnes au Québec dans plus de 340 entreprises.

À lui seul, le secteur pharmaceutique représente plus de 8 100 emplois au Québec. Le Québec peut compter sur la présence de neuf des dix plus grandes sociétés pharmaceutiques mondiales, comme Pfizer, Merck, Sanofi-aventis et Boehringer Ingelheim. De plus, 30 % de la production canadienne de produits pharmaceutiques et de médicaments est effectuée au Québec.

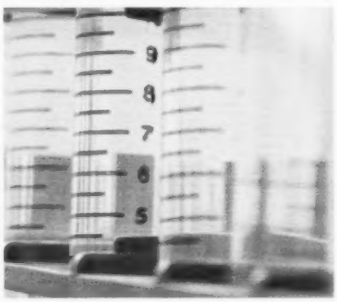
L'industrie du matériel médical est en pleine croissance. Au cours des cinq dernières années, plus de 130 millions de dollars ont été investis dans ce secteur au Québec. Cette industrie compte plus de 115 entreprises, en majorité des PME, qui emploient quelque 5 500 personnes. Plusieurs multinationales ont d'ailleurs choisi le Québec pour s'y établir, dont Becton Dickinson, Medtronic, Elekta, Nobel Biocare, Zimmer et Otto Bock.

- En 2008, Medtronic a acquis CryoCath pour 400 millions de dollars, une entreprise québécoise, ce qui lui a permis de se doter d'une technologie innovatrice pour le traitement permanent et sécuritaire d'un type d'arythmie cardiaque par cryoablation. La technologie a été homologuée en Europe, et l'entreprise a reçu, en décembre 2010, l'autorisation de la commercialiser aux États-Unis.

Le Québec occupe également une position importante en Amérique du Nord dans le secteur de la biotechnologie. Plus de la moitié des firmes de biotechnologie québécoises se spécialisent en santé humaine.

- Theratechnologies, une entreprise de biotechnologie québécoise, a obtenu en décembre 2010 l'approbation de la Food and Drug Administration (FDA) pour le produit EGRIFTA[MD], qui demeure le premier et le seul traitement de l'excès de graisse abdominale chez les patients atteints de lipodystrophie associée au VIH.

Par ailleurs, certaines entreprises du secteur des sciences de la vie se spécialisent dans la fabrication de produits de santé naturels, telles que l'entreprise Neptune Technologies & Bioressources, qui commercialise, sous la marque NKO[MC], une huile riche en oméga-3 issue de la transformation du krill.



L'AÉRONAUTIQUE

LE SECTEUR DE L'AÉRONAUTIQUE EMPLOIE PLUS DE 42 000 TRAVAILLEURS AU QUÉBEC. CE SECTEUR A RÉALISÉ DES VENTES DE 11,7 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2011. DE PLUS, LES AVIONS ET PIÈCES REPRÉSENTENT 16,7 % DU VOLUME DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DE MARCHANDISES DU QUÉBEC.

- PLUS DE 50 % DE LA MAIN-D'ŒUVRE CANADIENNE EN AÉRONAUTIQUE TRAVAILLE AU QUÉBEC.
- PRÈS DE 55 % DES PRODUITS AÉRONAUTIQUES LIVRÉS PAR LE CANADA PROVIENNENT DU QUÉBEC.

L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE DE L'AÉRONAUTIQUE REGROUPE PLUS DE 200 ENTREPRISES SPÉCIALISÉES DANS LA FABRICATION D'AVIONS, D'HÉLICOPTÈRES, DE MOTEURS, DE PIÈCES ET DE SIMULATEURS DE VOL. PLUSIEURS D'ENTRE ELLES OCCUPENT UNE POSITION DOMINANTE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE :

- BOMBARDIER AÉRONAUTIQUE, TROISIÈME AVIONNEUR AU MONDE EN TERMES DE VENTES;
- BELL HELICOPTER TEXTRON CANADA, ACTEUR MAJEUR DANS LA FABRICATION D'HÉLICOPTÈRES CIVILS AVEC LE TIERS DE LA FLOTTE MONDIALE D'HÉLICOPTÈRES;
- PRATT & WHITNEY CANADA, CHEF DE FILE DANS LA CONCEPTION ET LA PRODUCTION DE MOTEURS D'AVIONS RÉGIONAUX ET D'HÉLICOPTÈRES AINSI QUE DE TURBINES DE PETITE ET MOYENNE PUISSANCE POUR LES AVIONS D'AFFAIRES.

AINSI, SUR L'ÉCHIQUIER INTERNATIONAL, LA GRANDE RÉGION DE MONTRÉAL EST RECONNUE COMME L'UN DES GRANDS CENTRES MONDIAUX DE L'AÉRONAUTIQUE, AU MÊME TITRE QUE SEATTLE ET TOULOUSE.

LE QUÉBEC ADHÈRE AUX PLUS HAUTS STANDARDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT. IL DISPOSE D'UNE ÉNERGIE PROPRE, L'HYDROÉLECTRICITÉ, QUI LAISSE UNE FAIBLE EMPREINTE CARBONE SUR LES PRODUITS FABRIQUÉS AU QUÉBEC.

LES TECHNOLOGIES VERTES

Le gouvernement du Québec a mis en place une stratégie de développement de l'industrie québécoise des technologies vertes.

- Le Québec est l'un des rares territoires d'Amérique du Nord à avoir réduit ses émissions de gaz à effet de serre (GES), une réduction qui devrait atteindre 6 % en 2012 par rapport à leur niveau de 1990. Il s'engage également à atteindre 20 % de réduction d'ici 2020.
- Le gouvernement du Québec a mis en place des mesures pour accélérer l'adoption par les Québécois des véhicules électriques et pour favoriser le développement des biocarburants.

Plusieurs firmes québécoises ont ainsi développé des technologies vertes uniques qui leur permettent de détenir une position enviable sur le marché international de l'environnement.

- Filière de la bioénergie : la firme BIOCARDEL a développé une technologie innovatrice de production de biodiesel à partir d'huiles usées; Bio-Terre Systems a développé une technologie unique de digestion anaérobie à basse température; Enerkem est devenue un chef de file mondial de la production d'éthanol cellulosique de deuxième génération.
- Filière de l'eau : la firme Premier Tech Aqua est le chef de file international des technologies de traitement autonome et décentralisé des eaux usées; H2O Innovation, bien implantée aux États-Unis et depuis peu en Inde, offre des technologies membranaires des plus avancées pour la production d'eau potable.

L'OPTIQUE-PHOTONIQUE

AU QUÉBEC, L'INDUSTRIE DE L'OPTIQUE-PHOTONIQUE S'APPUIE SUR UN RÉSEAU CONSTITUÉ D'ENTREPRISES, DE CENTRES DE RECHERCHE INDUSTRIELLE ET UNIVERSITAIRES, DE CENTRES DE FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET D'ORGANISMES DE PROMOTION ÉCONOMIQUE.

L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE DE L'OPTIQUE-PHOTONIQUE COMPTE PLUSIEURS FIRMES DE RENOMMÉE INTERNATIONALE :

- EXFO EST L'UN DES PLUS IMPORTANTS FOURNISSEURS DE SOLUTIONS DE TEST ET D'ASSURANCE DE SERVICES DE POINTE POUR LES OPÉRATEURS ET LES FABRICANTS D'ÉQUIPEMENT DE RÉSEAUX SANS FIL ET FILAIRES DE L'INDUSTRIE MONDIALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS;
- TERAXION EST UN ACTEUR DOMINANT DANS LA PRODUCTION ET LA MISE EN MARCHÉ DE COMPOSANTS OPTIQUES;
- ABB BOMEM EST UN SPÉCIALISTE DANS LES ANALYSEURS POUR LES PROCÉDÉS INDUSTRIELS;
- CREAFORM EST UNE ENTREPRISE RECONNUE MONDIALEMENT POUR SES SOLUTIONS NUMÉRIQUES 3D;
- PHOTON ETC. SE SPÉCIALISE EN INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE ET FABRIQUE UNE CAMÉRA HYPERSPECTRALE CONÇUE POUR PLUSIEURS MARCHÉS. LA FIRME A ESSAIMÉ DEUX ENTREPRISES : SAVOIR PHOTONIQUE, RECONNUE DANS LE DOMAINE MINIER, ET NÜVÜ CAMERAS, RECONNUE POUR SA CAMÉRA ASTRONOMIQUE LA PLUS SENSIBLE AU MONDE ET DONT LE PRINCIPAL CLIENT EST LA NASA;
- L'INSTITUT NATIONAL D'OPTIQUE (INO) SE DISTINGUE COMME UN CHEF DE FILE CANADIEN RECONNU DANS LE DOMAINE DE LA CONCEPTION ET DU DÉVELOPPEMENT DE TECHNOLOGIES ET DE SOLUTIONS OPTIQUES ET PHOTONIQUES.

LE MULTIMÉDIA

EN QUINZE ANS, LE QUÉBEC EST DEVENU LE LEADER DE LA CRÉATION DE JEUX VIDÉO AU CANADA. AU COURS DE LA DERNIÈRE DÉCENNIE, L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE A CONNU UNE CROISSANCE ANNUELLE DE SA MAIN-D'ŒUVRE DE PLUS DE 20 %.

PLUSIEURS GRANDES ENTREPRISES INTERNATIONALES CHOISISSENT LE QUÉBEC POUR Y POURSUIVRE LEURS ACTIVITÉS, PARTICULIÈREMENT EN RAISON DU TALENT DE SES CRÉATEURS, DE LA NOTORIÉTÉ DES JEUX QUI Y ONT ÉTÉ CRÉÉS ET DE SON RÉGIME FISCAL AVANTAGEUX. AINSI, AU COURS DES ANNÉES, LES ENTREPRISES SUIVANTES ONT INSTALLÉ DES STUDIOS AU QUÉBEC, PLUSIEURS ÉTANT LOCALISÉS À MONTRÉAL :

- ACTIVISION, BABEL, ELECTRONIC ARTS, FUNCOM, GAMELOFT, SQUARE ENIX (EIDOS), THQ, UBISOFT ET WARNER BROS.

PAR AILLEURS, PLUSIEURS ENTREPRISES QUÉBÉCOISES, TELLES QUE BEHAVIOUR INTERACTIVE, FRIMA STUDIO ET SAVA TRANSMÉDIA, OCCUPENT AUJOURD'HUI UNE PLACE IMPORTANTE DANS LE MARCHÉ DU JEU VIDÉO.

UNE ÉCONOMIE COMPÉTITIVE

Plusieurs incitatifs fiscaux permettent aux entreprises du Québec de réduire leurs coûts d'exploitation.

FAIBLES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION

LE QUÉBEC AFFICHE DES COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION POUR LES ENTREPRISES QUI SONT CONCURRENTIELS À L'ÉCHELLE CANADIENNE ET QUI SE COMPARENT AVANTAGEUSEMENT À CEUX OBSERVÉS DANS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISÉS.

SELON LES PLUS RÉCENTES DONNÉES, CES COÛTS SONT INFÉRIEURS DE 5,7 % AUX COÛTS OBSERVÉS AUX ÉTATS-UNIS ET DE 4,8 % À CEUX PRÉVALANT EN MOYENNE DANS LES PAYS DU G7.

LE QUÉBEC SE DÉMARQUE PARTICULIÈREMENT PAR DES COÛTS CONCURRENTIELS EN MATIÈRE DE MAIN-D'ŒUVRE AINSI QUE PAR UNE FISCALITÉ COMPÉTITIVE.

L'ENQUÊTE SUR LES INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS AU CANADA DE STATISTIQUE CANADA (MARS 2012) INDIQUE QUE LA VALEUR DES INVESTISSEMENTS NON RÉSIDENTIELS AU QUÉBEC DEVRAIT AUGMENTER DE 7,3 % EN 2012.

LES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER SE SITUERONT À PLUS DE 5 MILLIARDS DE DOLLARS POUR UNE DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE.

UNE FISCALITÉ CONCURRENTIELLE POUR L'INVESTISSEMENT

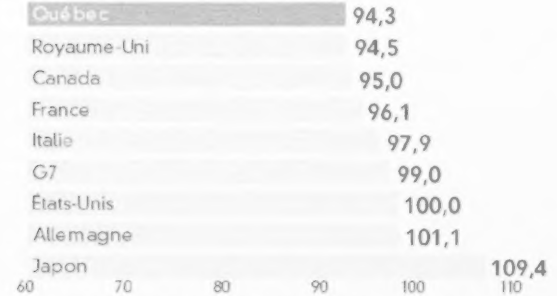
Les entreprises du Québec bénéficient d'un régime fiscal globalement concurrentiel pour les nouveaux investissements.

Le taux d'imposition du Québec sur l'investissement est inférieur aux taux moyens des États-Unis, des pays du G7 et des pays de l'OCDE. De plus, il est l'un des plus faibles au Canada, principalement en raison :

- du crédit d'impôt à l'investissement sur les acquisitions de matériel de fabrication et de transformation;
- du remboursement de la taxe de vente payée sur les biens d'équipement.

COÛTS D'IMPLANTATION ET D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES[1] – 2012

(indice, États-Unis = 100)



(1) Moyenne de 19 secteurs d'activité – Québec et principaux pays industrialisés.

SOURCES : KPMG ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

COMPARAISON DES TAUX EFFECTIFS MARGINAUX SUR L'INVESTISSEMENT (TEMI)[1] – 2014

(en pourcentage)

(1) Les TEMI sont des indicateurs de l'incidence du régime fiscal sur les nouveaux investissements. Ils représentent l'effet de l'ensemble des charges et règles fiscales qui influencent le rendement du capital investi. Ils tiennent compte, notamment, de la taxe sur le capital, de la taxe de vente, de l'impôt sur le revenu des sociétés, des règles et des taux d'amortissement ainsi que des méthodes de comptabilisation des inventaires.

SOURCE : MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

UNE ÉCONOMIE OUVERTE SUR LE MONDE

Le Québec développe et diversifie ses marchés d'exportation.

UNE ÉCONOMIE INTÉGRÉE AU MARCHÉ NORD-AMÉRICAIN

Le Québec jouit d'une situation géographique avantageuse. Il est l'une des principales portes d'entrée vers le vaste marché nord-américain.

- Le Québec possède plus de 3 000 km de territoire côtier. La voie maritime du Saint-Laurent, formée du golfe, de l'estuaire et du fleuve Saint-Laurent, constitue un accès privilégié pour le commerce de marchandises sur le continent nord-américain.
- On dénombre 55 aéroports au Québec, dont deux plates-formes internationales, soit l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal (troisième aéroport en importance au Canada) et l'aéroport international Jean-Lesage de Québec.

Grâce, entre autres, à l'Accord de libre-échange (ALE) et à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les exportations internationales du Québec sont passées de 21 % du PIB nominal en 1988 à 26 % en 2011. Quant aux exportations interprovinciales, elles représentent 19 % du PIB québécois.

LES PORTS DU QUÉBEC

LE QUÉBEC DISPOSE DE CINQ PORTS INTERNATIONAUX. EN PARTICULIER :

- LE PORT DE MONTRÉAL, QUI EST LA LIAISON INTERMODALE LA PLUS DIRECTE ENTRE LE CŒUR INDUSTRIEL DE L'AMÉRIQUE DU NORD ET LES MARCHÉS DE L'EUROPE DU NORD ET DE LA MÉDITERRANÉE;
- LE PORT DE SEPT-ÎLES, QUI EST LE PLUS IMPORTANT PORT MINÉRALIER EN AMÉRIQUE DU NORD.
  - LES CAPACITÉS DE CE PORT ATTEINDRONT 50 MILLIONS DE TONNES PAR ANNÉE GRÂCE À DES INVESTISSEMENTS DE 220 MILLIONS DE DOLLARS POUR LA CONSTRUCTION D'UN QUAI MULTIUSAGER EN EAUX PROFONDES.

DES EXPORTATIONS DE PLUS EN PLUS DIVERSIFIÉES

LES PRODUITS EXPORTÉS PAR LE QUÉBEC ET LEURS DESTINATIONS SONT DE PLUS EN PLUS DIVERSIFIÉS. BIEN QUE LES ÉTATS-UNIS DEMEURENT LE PRINCIPAL PARTENAIRE COMMERCIAL DU QUÉBEC, RECEVANT 67,6 % DES EXPORTATIONS QUÉBÉCOISES EN 2011, UNE PART GRANDISSANTE EST DESTINÉE À DES PAYS EN FORTE CROISSANCE, TELS QUE LA CHINE, L'INDE, LE BRÉSIL, LE MEXIQUE ET LA CORÉE DU SUD.

ENTRE 2001 À 2011, LES EXPORTATIONS DU QUÉBEC À DESTINATION DE L'EUROPE ET DES PAYS AUTRES QUE LES ÉTATS-UNIS SE SONT ACCRUES CONSTAMMENT, LEUR PROPORTION PASSANT :

- DE 9,2 % À 14,6 %, VERS L'EUROPE;
- DE 6,2 % À 17,8 %, VERS LES AUTRES PAYS.

LES PRODUITS EXPORTÉS PAR LE QUÉBEC EN 2011 SONT ÉGALEMENT TRÈS DIVERSIFIÉS :

- LES AVIONS ET PIÈCES, PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS, REPRÉSENTAIENT 16,7 % DES EXPORTATIONS;
- LA MACHINERIE ET L'ÉQUIPEMENT REPRÉSENTAIENT 16,6 %;
- LES MÉTAUX PRIMAIRES REPRÉSENTAIENT 16,0 %.

LES PERSPECTIVES D'EXPORTATION DU QUÉBEC SONT TRÈS ENCOURAGEANTES, EN RAISON NOTAMMENT DE LA DEMANDE CROISSANTE DES ÉCONOMIES ÉMERGENTES POUR LES RESSOURCES NATURELLES DU QUÉBEC.

PARTS DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES SELON LES PARTENAIRES COMMERCIAUX

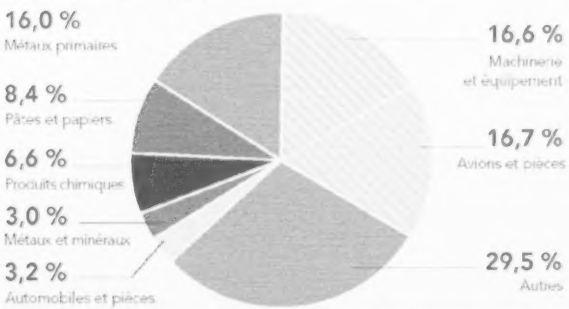
(en pourcentage des exportations internationales de biens, en termes nominaux)

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

RÉPARTITION DES EXPORTATIONS PAR CATÉGORIE DE PRODUITS – 2011

(en pourcentage des exportations internationales de biens, en termes réels)



SOURCES : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

DES RESSOURCES NATURELLES ABONDANTES

ÉTANT DONNÉ LES IMPORTANTS INVESTISSEMENTS MINIERS EN COURS, LA PRODUCTION MINIÈRE DEVRAIT CONTINUER DE GAGNER EN IMPORTANCE AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES.

LA FORTE DEMANDE MONDIALE POUR LES MATIÈRES PREMIÈRES : UNE OPPORTUNITÉ POUR LE QUÉBEC

La vigueur de la demande mondiale pour les matières premières au cours des deux dernières années a entraîné une croissance rapide des prix des principaux minerais extraits ou transformés au Québec.

- Entre 2009 et 2011, les prix ont augmenté de 116,0 % pour le fer, de 70,1 % pour le cuivre, de 61,5 % pour l'or, de 55,2 % pour le nickel, de 43,2 % pour l'aluminium et de 31,8 % pour le zinc.

Cette demande s'est reflétée sur la valeur de la production minière au Québec, qui a presque doublé entre 2005 et 2011.

- Le secteur des ressources naturelles représente ainsi, en 2011, près de 23 % du volume des exportations internationales de biens du Québec.

Le Québec est un acteur majeur sur les marchés de l'aluminium et du fer. En 2011, ses exportations représentaient plus de 80 % des exportations canadiennes d'aluminium et plus de 40 % de celles de minerai de fer.

De plus, l'importance du Québec sur les marchés du nickel et du zinc devrait croître au cours des prochaines années, alors que ces métaux figurent parmi les plus recherchés.

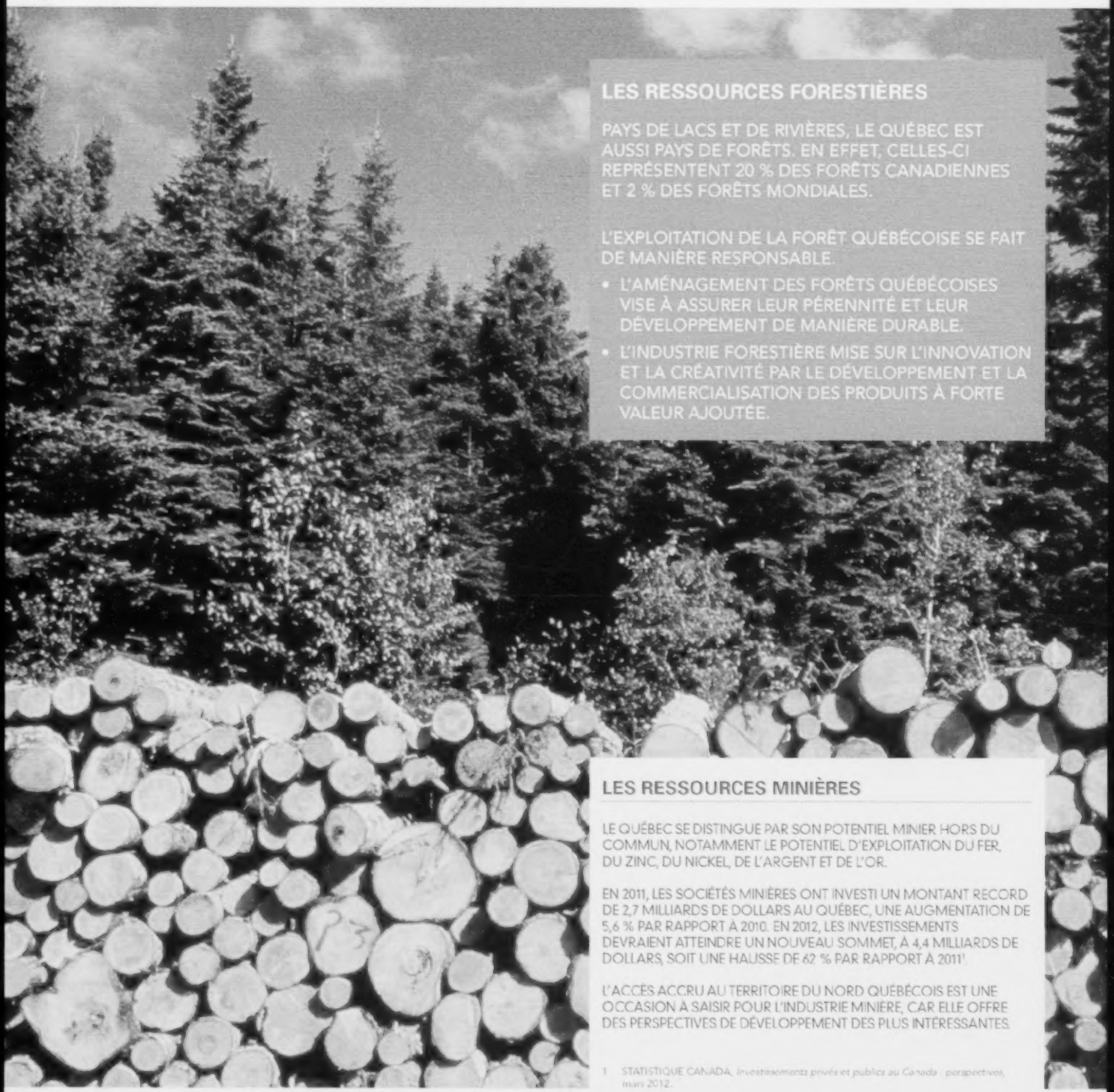
HAUSSES DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES – ENTRE 2009 ET 2011
(en pourcentage)

SOURCE : BLOOMBERG

PRODUCTION MINIÈRE AU QUÉBEC
(en milliards de dollars, en termes nominaux)

SOURCE : RESSOURCES NATURELLES CANADA

Près du quart
des exportations internationales
du Québec provient
des ressources naturelles.



LES RESSOURCES FORESTIÈRES

PAYS DE LACS ET DE RIVIÈRES, LE QUÉBEC EST AUSSI PAYS DE FORÊTS. EN EFFET, CELLES-CI REPRÉSENTENT 20 % DES FORÊTS CANADIENNES ET 2 % DES FORÊTS MONDIALES.

L'EXPLOITATION DE LA FORÊT QUÉBÉCOISE SE FAIT DE MANIÈRE RESPONSABLE.

- L'AMÉNAGEMENT DES FORÊTS QUÉBÉCOISES VISE À ASSURER LEUR PÉRENNITÉ ET LEUR DÉVELOPPEMENT DE MANIÈRE DURABLE.
- L'INDUSTRIE FORESTIÈRE MISE SUR L'INNOVATION ET LA CRÉATIVITÉ PAR LE DÉVELOPPEMENT ET LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS À FORTE VALEUR AJOUTÉE.

LES RESSOURCES MINIÈRES

LE QUÉBEC SE DISTINGUE PAR SON POTENTIEL MINIER HORS DU COMMUN, NOTAMMENT LE POTENTIEL D'EXPLOITATION DU FER, DU ZINC, DU NICKEL, DE L'ARGENT ET DE L'OR.

EN 2011, LES SOCIÉTÉS MINIÈRES ONT INVESTI UN MONTANT RECORD DE 2,7 MILLIARDS DE DOLLARS AU QUÉBEC, UNE AUGMENTATION DE 5,6 % PAR RAPPORT À 2010. EN 2012, LES INVESTISSEMENTS DEVRAIENT ATTEINDRE UN NOUVEAU SOMMET, À 4,4 MILLIARDS DE DOLLARS, SOIT UNE HAUSSE DE 62 % PAR RAPPORT À 2011[1].

L'ACCÈS ACCRU AU TERRITOIRE DU NORD QUÉBÉCOIS EST UNE OCCASION À SAISIR POUR L'INDUSTRIE MINIÈRE, CAR ELLE OFFRE DES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DES PLUS INTÉRESSANTES.

1. STATISTIQUE CANADA, *Investissements privés et publics au Canada : perspectives*, mars 2012.

LE PLAN NORD

Le Plan Nord, chantier d'une génération, vise le développement du Nord québécois au bénéfice du Québec tout entier.

UN POTENTIEL IMMENSE À METTRE EN VALEUR DE FAÇON DURABLE

Le territoire visé par le Plan Nord est immense et majestueux. Il couvre près de 1,2 million de km², soit environ 72 % de la superficie du Québec. Il regorge d'un immense potentiel hydroélectrique, minier et forestier encore inexploité. C'est d'ailleurs pour favoriser la mise en valeur de ces ressources naturelles que le gouvernement du Québec a lancé le Plan Nord.

- Des investissements majeurs en infrastructures de transport seront réalisés pour désenclaver le territoire et favoriser l'émergence de nouveaux projets de développement.
- Des activités de démarchage seront entreprises afin de promouvoir et d'attirer les investissements privés sur le territoire du Plan Nord.

DES INVESTISSEMENTS DE PLUS DE 80 MILLIARDS DE DOLLARS SUR 25 ANS

Un développement sans précédent est attendu sur ce territoire, et ce, grâce à des investissements publics et privés pouvant atteindre plus de 80 milliards de dollars, qui soutiendront en moyenne environ 20 000 emplois annuellement pendant 25 ans.

Le Plan Nord propose un modèle de développement durable qui permettra de mettre en valeur les richesses disponibles sur le territoire dans le respect de l'environnement et des écosystèmes.

- À cet effet, le gouvernement s'est engagé à consacrer 50 % du territoire du Plan Nord à des fins autres qu'industrielles, soit la protection de l'environnement et la sauvegarde de la biodiversité.

POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DU PLAN NORD

LE GOUVERNEMENT POURSUIT SES INITIATIVES POUR ENCADRER LE DÉVELOPPEMENT DU PLAN NORD ET ASSURER LE SUCCÈS DE SA MISE EN ŒUVRE.

- UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ D'ÉTAT, LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD, SERA CRÉÉE POUR COORDONNER LA RÉALISATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS.
- UNE NOUVELLE FILIALE D'INVESTISSEMENT QUÉBEC, RESSOURCES QUÉBEC, OFFRE DES SOLUTIONS FINANCIÈRES ET D'ACCOMPAGNEMENT AUX ENTREPRISES QUI SOUHAITENT INVESTIR DANS LES SECTEURS DES MINES ET DES HYDROCARBURES. AVEC UN PORTEFEUILLE DE 1,2 MILLIARD DE DOLLARS, ELLE INTERVIENT ET PREND DES PARTICIPATIONS DANS LES PROJETS EN SON NOM ET POUR LE GOUVERNEMENT.

UNE NOUVELLE DOTATION POUR LE FONDS DU PLAN NORD

AFIN D'APPUYER LA MISE EN ŒUVRE DE SA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DU NORD QUÉBÉCOIS, LE GOUVERNEMENT A CRÉÉ LE FONDS DU PLAN NORD, UN NOUVEAU FONDS SPÉCIAL PRINCIPALEMENT ALIMENTÉ PAR LES RETOMBÉES FISCALES ATTRIBUABLES AUX INVESTISSEMENTS RÉALISÉS SUR LE TERRITOIRE.

LE GOUVERNEMENT ANNONCE LA RÉALISATION D'ÉTUDES POUR TROIS PROJETS D'INFRASTRUCTURES MAJEURS : UNE DESSERTE EN GAZ NATUREL DE LA CÔTE-NORD, UNE LIGNE DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ JUSQU'AU NUNAVIK ET UNE LIAISON FERROVIAIRE RELIANT LE PORT DE SEPT-ÎLES ET LA FOSSE DU LABRADOR.

HYDRO-QUÉBEC

Le complexe de La Romaine est l'un des plus importants projets d'infrastructures au pays, avec des investissements de 6,5 milliards de dollars.

UNE FORCE QUÉBÉCOISE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Québec est l'une des régions les plus riches en eau au monde. On y dénombre plus de 130 000 cours d'eau. Plus de 40 % des ressources hydrauliques du Canada se trouvent sur son territoire. Le gouvernement du Québec met en valeur ce potentiel depuis la fondation, en 1944, d'Hydro-Québec, une société d'État dont il est l'unique actionnaire.

Hydro-Québec produit, transporte et distribue de l'électricité. Elle exploite essentiellement des énergies renouvelables, principalement l'hydroélectricité. Son parc de production compte notamment 60 centrales hydroélectriques, pour une puissance installée de 36 971 mégawatts (MW). Hydro-Québec soutient le développement d'autres filières – comme l'énergie éolienne et la biomasse – par ses achats auprès de producteurs privés.

Engagée depuis plusieurs années dans la promotion de l'efficacité énergétique, Hydro-Québec met en œuvre des programmes qui génèrent des économies d'énergie pour l'ensemble de sa clientèle.

En 2011, 98 % de la production d'électricité d'Hydro-Québec était d'origine hydraulique, une source d'énergie verte et renouvelable qui offre une grande souplesse d'exploitation et génère peu de gaz à effet de serre (GES). En comparaison, une centrale au charbon en émet 100 fois plus. Par conséquent, le secteur de l'électricité ne représente que 0,6 % des émissions de GES au Québec.

Hydro-Québec poursuit activement le développement du potentiel hydroélectrique du Québec. La Stratégie énergétique du Québec 2006-2015 et le Plan stratégique 2009-2013 d'Hydro-Québec prévoient l'ajout de 4 500 MW de puissance hydroélectrique. Deux projets majeurs, qui comptent parmi les plus grands projets d'infrastructures au Canada, sont en cours.

- Le chantier des centrales de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle (918 MW), avec un budget de construction de 5,0 **milliards de dollars**, dont la mise en service sera complétée en 2012.
  - Le projet représente une grande réussite, l'Observatoire des énergies renouvelables le qualifiant de projet modèle en matière d'intégration des contraintes environnementales.
- Le chantier du complexe de La Romaine (1 550 MW), dont les investissements prévus sont de 6,5 **milliards de dollars** et qui a atteint sa vitesse de croisière.
  - Le projet prévoit l'aménagement de quatre centrales qui fourniront une production annuelle de 8,0 térawattheures.
  - Plus de 1 100 travailleurs y étaient à l'œuvre en mai 2012; leur nombre pourrait dépasser les 2 300 en 2014.
  - Les installations seront mises en service progressivement de 2014 à 2020.

CES GRANDS PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE PERMETTRONT À HYDRO-QUÉBEC D'ASSURER LA SÉCURITÉ DES APPROVISIONNEMENTS EN ÉLECTRICITÉ DES QUÉBÉCOIS ET DE DÉGAGER DES DISPONIBILITÉS POUR ACCUEILLIR DE NOUVELLES ENTREPRISES CRÉATRICES DE RICHESSE, TOUT EN OPTIMISANT SES EXPORTATIONS.

LE RÉSEAU DE TRANSPORT D'HYDRO-QUÉBEC, LE PLUS VASTE EN AMÉRIQUE DU NORD, COMPREND 33 630 KM DE LIGNES AVEC DES INTERCONNEXIONS AVEC LES PROVINCES LIMITROPHES ET LE NORD-EST DES ÉTATS-UNIS. HYDRO-QUÉBEC POURSUIT DES DISCUSSIONS CONCERNANT SA PARTICIPATION ÉVENTUELLE À UN PROJET DE LIGNE DE TRANSPORT ENFOUIE ENTRE LE QUÉBEC ET L'ÉTAT DE NEW YORK.

AVEC SES NOUVEAUX PROJETS HYDROÉLECTRIQUES, HYDRO-QUÉBEC ENTEND CONSOLIDER SA PLACE SUR CES MARCHÉS ET COMMERCIALISER SES SURPLUS. LA PRODUCTION D'HYDRO-QUÉBEC PERMET D'AILLEURS AU QUÉBEC D'ÊTRE CLASSÉ QUATRIÈME PRODUCTEUR D'HYDROÉLECTRICITÉ AU MONDE ET AUX CONSOMMATEURS QUÉBÉCOIS DE PROFITER DE TARIFS D'ÉLECTRICITÉ PARMI LES PLUS BAS EN AMÉRIQUE DU NORD.

HYDRO-QUÉBEC, FAITS SAILLANTS – 2011

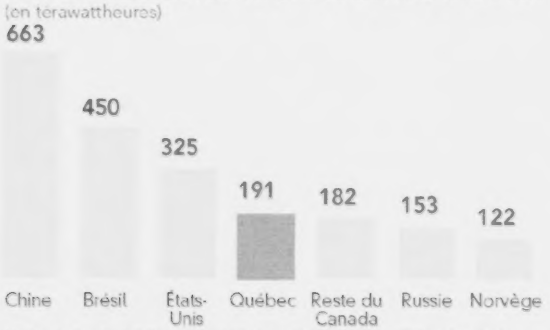
(en millions de dollars)

Produits	12 392
Bénéfice net	2 611
Actif total	69 637
Effectif (en personnes)	22 501
Puissance installée (en MW)	36 971

SOURCE : RAPPORT ANNUEL 2011 D'HYDRO-QUÉBEC.

LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS D'HYDROÉLECTRICITÉ DANS LE MONDE – 2011

(en térawattheures)

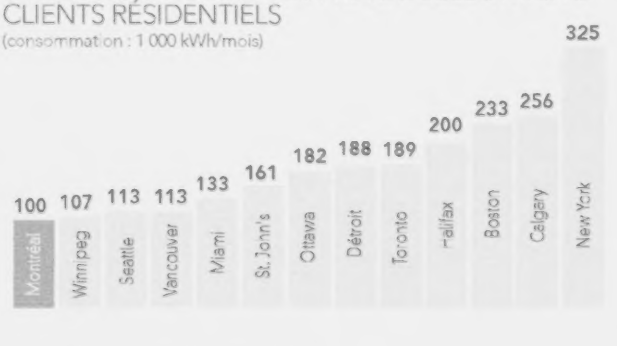


Note : La production du Québec ne comprend pas les approvisionnements en provenance des chutes Churchill.

SOURCES : HYDRO-QUÉBEC ET ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR L'HYDROÉLECTRICITÉ (IHA).

INDICE COMPARATIF DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CLIENTS RÉSIDENTIELS

(consommation : 1 000 kWh/mois)



Note : Factures mensuelles excluant les taxes. Tarifs en vigueur le 1er avril 2011.

SOURCE : HYDRO-QUÉBEC, *COMPARAISON DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ DANS LES GRANDES VILLES NORD-AMÉRICAINES*, 2011.

FINANCES PUBLIQUES

17 Une gestion rigoureuse des finances publiques
17 Maintenir le cap sur le retour à l'équilibre budgétaire et la réduction de la dette
Un effort collectif
18 Un plan de financement pour les grandes missions de l'État
Contrôler les dépenses
19 Des revenus de sources diversifiées
La fédération canadienne
20 Une gestion à long terme des investissements en infrastructures
21 Le Fonds des générations, un geste porteur pour l'avenir
21 Le remboursement de la dette : une priorité pour le gouvernement
Miser sur l'eau, l'or bleu du Québec

UNE GESTION RIGOUREUSE DES FINANCES PUBLIQUES

MAINTENIR LE CAP SUR LE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ET LA RÉDUCTION DE LA DETTE

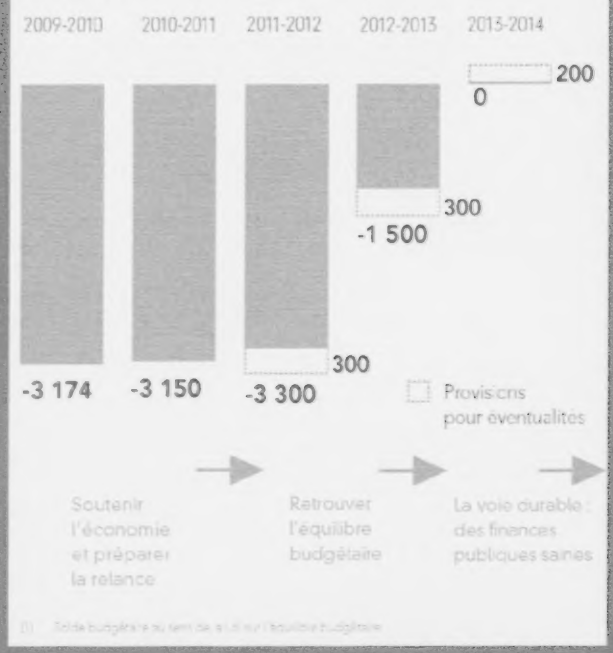
Depuis 2009-2010, le gouvernement du Québec a posé des gestes importants pour soutenir l'économie, assurer la reprise économique et retourner à l'équilibre budgétaire en 2013-2014. La stratégie du gouvernement a porté ses fruits :

- les déficits budgétaires auront été, au Québec, moins importants qu'ailleurs;
- la récession, moins profonde, permettra un retour à l'équilibre budgétaire plus rapide.

Le gouvernement maintient le cap sur le retour à l'équilibre budgétaire et la réduction de la dette, tout en favorisant le développement économique à long terme. Les objectifs budgétaires sont respectés sur l'horizon du retour à l'équilibre budgétaire.

- Pour 2011-2012, le déficit budgétaire est estimé à 3,3 milliards de dollars.
- Pour 2012-2013, l'objectif de déficit budgétaire de 1,5 milliard de dollars est maintenu.
- Finalement, le retour à l'équilibre budgétaire est prévu à compter de 2013-2014.

SOLDE BUDGÉTAIRE DE 2009-2010 À 2013-2014[1]
(en millions de dollars)



(1) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES, BUDGET 2012-2013
(en millions de dollars)

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Revenus budgétaires[1]	65 539	69 395	72 524
Variation en %	*4,6*	*5,9*	*4,5*
Dépenses budgétaires[1]	–68 836	–70 879	–72 578
Variation en %	*2,5*	*3,0*	*2,4*
Entités consolidées[2]	1 145	1 195	1 295
Provisions pour éventualités	–300	–300	–200
SURPLUS (DÉFICIT)	–2 452	–589	1 041
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	–848	–911	–1 041
SOLDE BUDGÉTAIRE[3]	–3 300	–1 500	—
En % du PIB	1,0	0,4	—

(1) Correspond aux revenus et aux dépenses du fonds général.
(2) Sont inclus les ajustements de consolidation.
(3) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

→

UNE GESTION RIGOUREUSE DES FINANCES PUBLIQUES

UN PLAN DE FINANCEMENT POUR LES GRANDES MISSIONS DE L'ÉTAT

DES EFFORTS SANS PRÉCÉDENT ON ÉTÉ FAITS POUR ASSURER UN FINANCEMENT STABLE DES GRANDES MISSIONS DE L'ÉTAT, ET CE, MALGRÉ LES GESTES POSÉS POUR RALENTIR LA CROISSANCE DES DÉPENSES.

AVEC CES PLANS DE FINANCEMENT, PRÈS DE 50 % DES DÉPENSES CONSOLIDÉES DU GOUVERNEMENT BÉNÉFICIENT D'UN CADRE FINANCIER À MOYEN TERME. AINSI, LES PLANS DE FINANCEMENT PERMETTRONT :

- D'AUGMENTER DE 5 % EN MOYENNE PAR ANNÉE LE FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL POUR LA SANTÉ DE 2009-2010 À 2013-2014;
- D'INVESTIR 967 MILLIONS DE DOLLARS ADDITIONNELS POUR ASSURER L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE DES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES D'ICI 2016-2017;
- DE RÉALISER LES TRAVAUX NÉCESSAIRES À LA RÉSORPTION DU DÉFICIT D'ENTRETIEN DU RÉSEAU ROUTIER GRÂCE AU FINANCEMENT PROVENANT DU FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE;
- DE FAVORISER L'EXPLOITATION DURABLE DES FORÊTS, EN Y ALLOUANT PLUS DE 500 MILLIONS DE DOLLARS ANNUELLEMENT JUSQU'EN 2016-2017, TOUT EN ACCROISSANT LES REVENUS DE REDEVANCES ET DES DROITS SUR LE BOIS COUPÉ.

UN PLAN DE FINANCEMENT À MOYEN TERME A ÉTÉ ÉTABLI POUR LA SANTÉ, LES UNIVERSITÉS, LES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ET DE TRANSPORT EN COMMUN ET LE SECTEUR DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE.

CONTRÔLER LES DÉPENSES

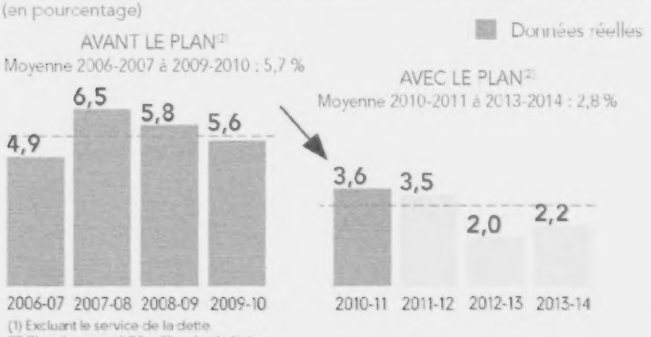
Avec la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick, le Québec est la province canadienne qui a le mieux contrôlé ses dépenses depuis 2003-2004.

- Au Québec, les dépenses consolidées excluant le service de la dette ont augmenté en moyenne de 5,3 % par année de 2003-2004 à 2011-2012, comparativement à 6,3 % dans les autres provinces canadiennes.

Pour l'ensemble de la période de 2010-2011 à 2013-2014, la croissance annuelle moyenne des dépenses consolidées excluant le service de la dette atteindra 2,8 %, soit un ralentissement marqué par rapport à celle de 5,7 % observée pour les années 2006-2007 à 2009-2010.

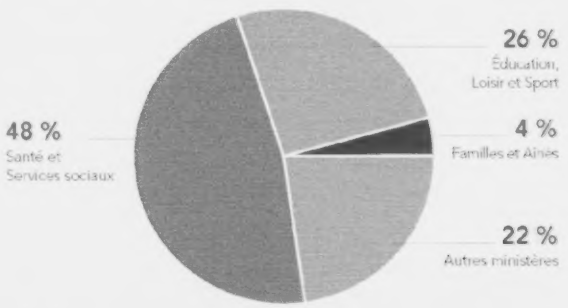
RÉDUCTION IMPORTANTE DE LA CROISSANCE DES DÉPENSES CONSOLIDÉES DU GOUVERNEMENT[1]

(en pourcentage)



(1) Excluant le service de la dette.
(2) Plan de retour à l'équilibre budgétaire.

RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES PAR MINISTÈRE – 2012-2013



Le gouvernement garde le cap sur le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014.

DES REVENUS DE SOURCES DIVERSIFIÉES

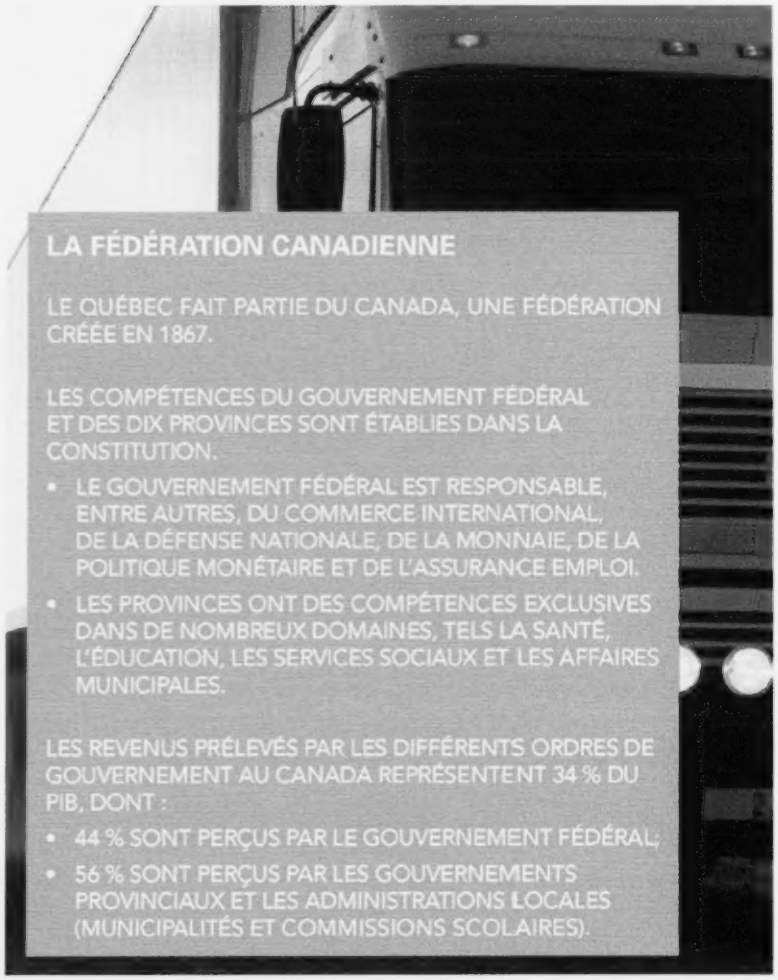
Les revenus du gouvernement du Québec proviennent de deux sources :

- les revenus autonomes (77,2 %);
- les transferts fédéraux (22,8 %).

La majeure partie des revenus autonomes provient de l'impôt des particuliers (36,5 %) et des taxes à la consommation (30,7 %).

En outre, le Québec est l'une des six provinces qui reçoivent des paiements du programme fédéral de péréquation.

- Le Québec et les neuf autres provinces reçoivent aussi des transferts pour les programmes sociaux, comme ceux de la santé et de l'éducation postsecondaire.



LA FÉDÉRATION CANADIENNE

LE QUÉBEC FAIT PARTIE DU CANADA, UNE FÉDÉRATION CRÉÉE EN 1867.

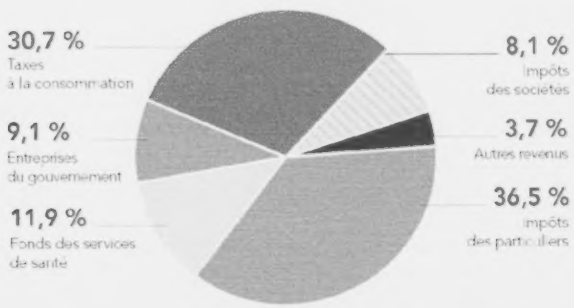
LES COMPÉTENCES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET DES DIX PROVINCES SONT ÉTABLIES DANS LA CONSTITUTION.

- LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EST RESPONSABLE, ENTRE AUTRES, DU COMMERCE INTERNATIONAL, DE LA DÉFENSE NATIONALE, DE LA MONNAIE, DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET DE L'ASSURANCE EMPLOI.
- LES PROVINCES ONT DES COMPÉTENCES EXCLUSIVES DANS DE NOMBREUX DOMAINES, TELS LA SANTÉ, L'ÉDUCATION, LES SERVICES SOCIAUX ET LES AFFAIRES MUNICIPALES.

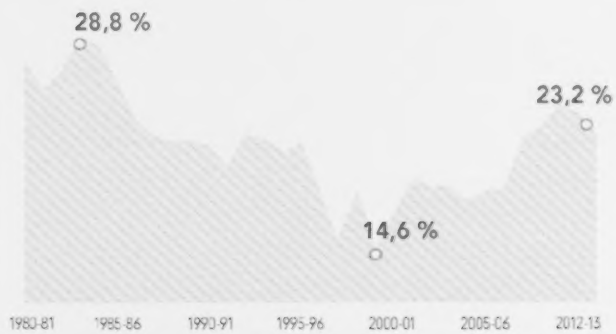
LES REVENUS PRÉLEVÉS PAR LES DIFFÉRENTS ORDRES DE GOUVERNEMENT AU CANADA REPRÉSENTENT 34 % DU PIB, DONT :

- 44 % SONT PERÇUS PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL;
- 56 % SONT PERÇUS PAR LES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX ET LES ADMINISTRATIONS LOCALES (MUNICIPALITÉS ET COMMISSIONS SCOLAIRES).

RÉPARTITION DES REVENUS AUTONOMES DU GOUVERNEMENT – 2011-2012



TRANSFERTS FÉDÉRAUX – 1980-1981 À 2012-2013
(en pourcentage des revenus budgétaires)



LE NIVEAU DES INVESTISSEMENTS EST ÉTABLI, DANS LE PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES, À 44,2 MILLIARDS DE DOLLARS POUR 2011-2016, DONT UNE SOMME DE 9,8 MILLIARDS DE DOLLARS POUR 2012-2013. CELA PERMETTRA LA CONSTRUCTION ET LA RESTAURATION DE MULTIPLES PROJETS ROUTIERS, D'INFRASTRUCTURES MUNICIPALES, D'ÉCOLES ET D'HÔPITAUX DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC.

UNE GESTION À LONG TERME DES INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES

Afin d'améliorer la qualité des infrastructures, le gouvernement du Québec s'est doté d'un important plan d'investissement en infrastructures publiques jusqu'en 2025-2026. Ce plan a été intensifié pour soutenir l'économie et l'emploi pendant la dernière récession.

À compter de 2013-2014, les cibles annuelles d'investissements diminueront pour atteindre 8,0 milliards de dollars en 2015-2016, pour se stabiliser par la suite. Ces cibles permettront :

- de compléter les grands chantiers déjà amorcés;
- de financer de nouveaux projets prioritaires et de terminer la résorption du déficit d'entretien d'ici 2022-2023 en vertu de la Loi favorisant le maintien et le renouvellement des infrastructures publiques.

Le plafonnement des cibles d'investissements en infrastructures se traduira par une diminution de leur part dans l'économie, soit d'un sommet de 2,8 % en 2012-2013 à 1,6 % d'ici 2025-2026. Néanmoins, le niveau annuel des investissements en pourcentage du PIB demeurera supérieur à celui qui avait été réalisé avant 2008.

Par ailleurs, ces cibles d'investissements permettront de continuer à faire augmenter l'importance du stock de capital public dans l'économie, un déterminant important de la productivité et de la croissance économique. Ce rattrapage aura permis de retrouver le niveau de stock de capital public qui prévalait au début des années 1980.

INVESTISSEMENTS ANNUELS DU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES
(en pourcentage du PIB)

SOURCES : MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC ET SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

ÉVOLUTION DU STOCK DE CAPITAL PUBLIC
(en pourcentage du PIB, en dollars de 2002)

SOURCES : STATISTIQUE CANADA ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC.

LE FONDS DES GÉNÉRATIONS, UN GESTE PORTEUR POUR L'AVENIR

LA RÉDUCTION DE LA DETTE : UNE PRIORITÉ POUR LE GOUVERNEMENT

Les objectifs de réduction de la dette du gouvernement sont inscrits dans la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations.

- Au 31 mars 2012, la dette brute s'élevait à 55 % du PIB. L'objectif du gouvernement est de réduire ce ratio à 45 % au 31 mars 2026.
- Au 31 mars 2012, la dette représentant les déficits cumulés s'élevait à 35,2 % du PIB. L'objectif du gouvernement est de réduire ce ratio à 17 % au 31 mars 2026.

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement a annoncé que de nouvelles sources de revenus seront affectées au Fonds des générations, soit :

- les revenus découlant de la hausse du prix de l'électricité patrimoniale qui sera augmenté graduellement à compter de 2014-2015;
- 25 % des redevances minières, pétrolières et gazières excédant 200 millions de dollars à compter de 2014-2015;
- 25 % des sommes provenant des ventes aux enchères des permis de recherche de pétrole, de gaz et de réservoir souterrain;
- un montant de 300 millions de dollars provenant des surplus cumulés du Fonds d'information sur le territoire.

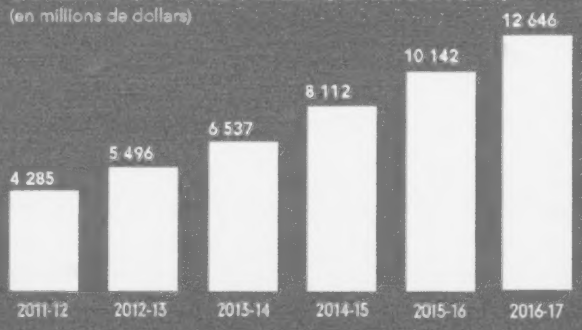
Avec l'ensemble des mesures annoncées, le solde du Fonds des générations devrait atteindre 12,6 milliards de dollars au 31 mars 2017.

MISER SUR L'EAU, L'OR BLEU DU QUÉBEC

LE FONDS DES GÉNÉRATIONS, CRÉÉ EN 2006, EST ALIMENTÉ PRINCIPALEMENT PAR DES REDEVANCES PROVENANT D'UNE RESSOURCE ABONDANTE AU QUÉBEC : L'EAU.

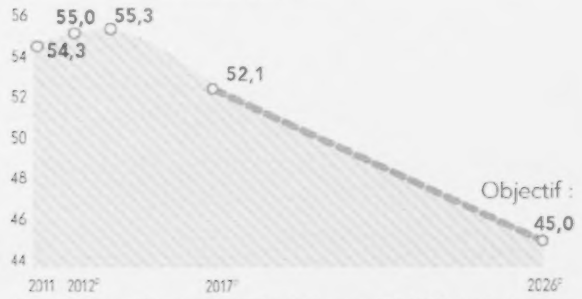
- EN 2011-2012, 696 MILLIONS DE DOLLARS Y ONT ÉTÉ VERSÉS EN REDEVANCES HYDRAULIQUES PROVENANT D'HYDRO-QUÉBEC ET DE PRODUCTEURS PRIVÉS D'ÉLECTRICITÉ.
- L'AUGMENTATION GRADUELLE, À COMPTER DE 2014-2015, DE 1 CENT LE KILOWATTHEURE DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ PATRIMONIALE SUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANS SE TRADUIRA PAR DES REVENUS SUPPLÉMENTAIRES ANNUELS D'ENVIRON 1,6 MILLIARD DE DOLLARS À TERME EN 2018-2019.
- LES VERSEMENTS TOTAUX AU FONDS DES GÉNÉRATIONS, INCLUANT LES SOMMES PROVENANT DE LA HAUSSE DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ PATRIMONIALE, ATTEINDRONT 2,5 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2016-2017.

SOLDE DU FONDS DES GÉNÉRATIONS[P]
(en millions de dollars)



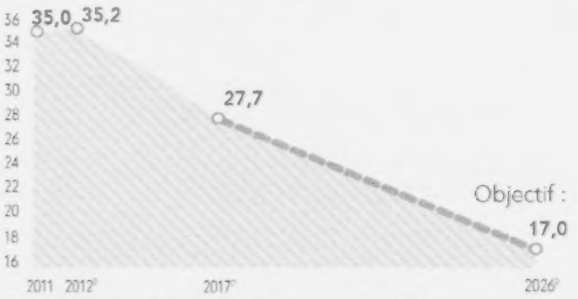
P : Résultats préliminaires pour 2011-2012 et prévisions pour les années subséquentes.

DETTE BRUTE
(au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2012, prévisions pour 2013 à 2017 et projections pour les années subséquentes.
Note : La dette brute exclut les emprunts effectués par anticipation et tient compte des sommes accumulées au Fonds des générations.

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS
(au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2012, prévisions pour 2013 à 2017 et projections pour les années subséquentes.

FINANCEMENT

23 Le programme de financement du gouvernement

24 Un émetteur important sur le marché canadien

25 Une présence régulière et reconnue sur les marchés internationaux

27 La gestion de la dette

28 Une grande qualité de crédit

LE PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS DE FINANCEMENT

Les financements visent essentiellement à :

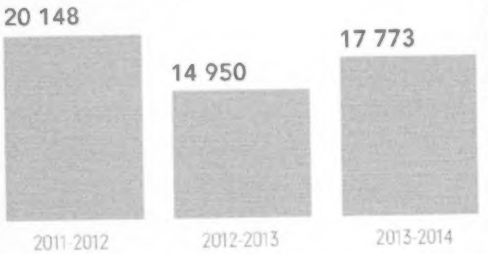
- combler les nouveaux besoins de financement, notamment pour les investissements en immobilisations et dans les sociétés d'État;
- effectuer les remboursements d'emprunts venant à échéance;
- contribuer aux fonds d'amortissement qui serviront à payer les prestations de retraite et les avantages sociaux futurs des employés des secteurs public et parapublic.

PROGRAMME DE FINANCEMENT
(en millions de dollars)

	2011-2012[P]	2012-2013[P]	2013-2014[P]
FONDS GÉNÉRAL[1]			
Besoins financiers nets[2][3]	6 124	2 732	297
Remboursements d'emprunts	7 034	4 519	4 476
Variation de l'encaisse	-4 518	-4 401	—
Dépôts effectués au Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR)	1 000	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit[4]	-644	—	—
Contributions additionnelles au fonds d'amortissement afférent à des emprunts	—	3 000	3 000
Financement réalisé par anticipation	4 401	—	—
TOTAL - Fonds général	13 397	5 850	7 773
FONDS DE FINANCEMENT	3 360	5 100	4 500
Dont : remboursements d'emprunts	548	1 254	1 251
FINANCEMENT-QUÉBEC	3 391	4 000	5 500
Dont : remboursements d'emprunts	1 962	1 866	3 722
TOTAL	20 148	14 950	17 773
Dont : remboursements d'emprunts	9 544	7 639	9 449

P : Résultats préliminaires pour 2011-2012 et prévisions pour les années subséquentes.
Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.
(1) Le fonds général correspond à l'ancienne appellation du fonds consolidé du revenu.
(2) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées.
(3) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.
(4) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement a encaissé 644 M$ en 2011-2012 à la suite de l'évolution des taux de change. Ces encaissements diminuent les besoins de financement à combler par de nouveaux emprunts.

PROGRAMME DE FINANCEMENT[P]
(en millions de dollars)



P : Résultats préliminaires pour 2011-2012 et prévisions pour les années subséquentes.

AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS PRUDENTIELLES

Cette année, le gouvernement met en place une nouvelle politique visant à augmenter le niveau de liquidités prudentielles. L'objectif est d'augmenter les liquidités du gouvernement de 6 milliards de dollars au cours des deux prochaines années. Ces liquidités pourront être utilisées en cas de fortes perturbations sur les marchés financiers.

FINANCEMENT-QUÉBEC

FINANCEMENT-QUÉBEC EST UNE SOCIÉTÉ D'ÉTAT QUI EFFECTUE DES EMPRUNTS SUR LES MARCHÉS FINANCIERS AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION LIÉS À LEURS IMMOBILISATIONS.

- LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC GARANTIT LES EMPRUNTS DE FINANCEMENT-QUÉBEC.
- CES ORGANISMES PROFITENT AINSI DE COÛTS D'EMPRUNT AVANTAGEUX.

UN ÉMETTEUR IMPORTANT SUR LE MARCHÉ CANADIEN

DES ÉMISSIONS PUBLIQUES LIQUIDES

Les émissions publiques représentent la majorité des transactions effectuées par le gouvernement sur le marché canadien.

Pour favoriser la liquidité de ses titres, le gouvernement établit des émissions de référence et augmente leur taille jusqu'à ce que le montant en circulation soit considéré optimal.

DIVERSIFICATION SELON LES ÉCHÉANCES

LE QUÉBEC EMPRUNTE DANS TOUTES LES ÉCHÉANCES SUR LE MARCHÉ CANADIEN. AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES, LORSQUE LES CONDITIONS DE MARCHÉ ONT ÉTÉ FAVORABLES, LE QUÉBEC A RÉALISÉ PLUSIEURS ÉMISSIONS DE TRÈS LONG TERME. À CE JOUR, L'ÉCHÉANCE LA PLUS ÉLOIGNÉE POUR UN TITRE DU QUÉBEC EST EN 2076.

EN 2011-2012, 3,7 % DES EMPRUNTS RÉALISÉS AVAIENT UNE ÉCHÉANCE DE 5 ANS, 25,0 %, DE 6 À 9 ANS, 46,9 %, DE 10 ANS ET 24,4 %, DE 30 ANS.

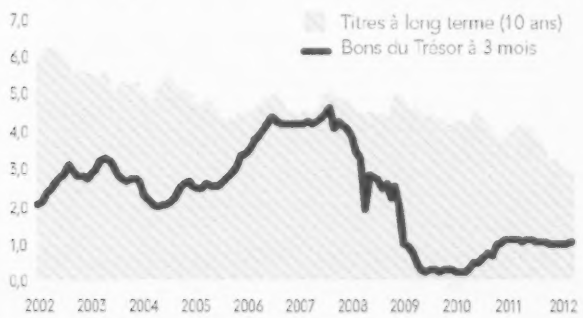
EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2011-2012 PAR ÉCHÉANCE[P]

P : Résultats préliminaires.
(1) Comprend les emprunts venant à échéance en 2021 et en 2022.
(2) Comprend principalement les emprunts venant à échéance en 2041 et en 2043.

ÉMISSIONS DE RÉFÉRENCE AU CANADA
(en millions de dollars)

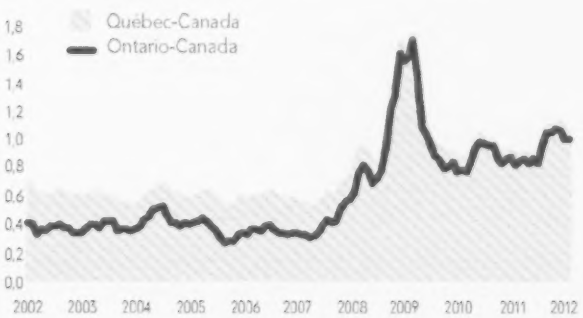
	COUPON (%)	DATE D'ÉMISSION	DATE D'ÉCHÉANCE	ENCOURS
Court terme	5,25	2003	2013	2 152
	5,50	2004	2014	2 500
	5,00	2005	2015	2 500
	4,50	2006	2016	3 000
Moyen terme	4,50	2007	2017	4 000
	4,50	2008	2018	4 000
	4,50	2009	2019	5 000
	4,50	2010	2020	5 900
	4,25	2011	2021	6 000
	3,50	2011	2022	4 500
	9,375	1993	2023	2 202
Long terme	6,00	1998	2029	2 737
	6,25	2000	2032	4 200
	5,75	2003	2036	4 085
	5,00	2006	2038	5 000
	5,00	2009	2041	8 000
	4,25	2011	2043	4 500
Très long terme	5,00	2006	2051	470
	Divers	2006	2056	1 500
	6,70	2006	2062	150
	Divers	2009	2065	585
	6,35	2006	2065	940
	Divers	2007	2076	500

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES DU QUÉBEC
(en pourcentage)



SOURCES : PC-BOND ET MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS)
(en pourcentage)



SOURCE : PC-BOND

UNE PRÉSENCE RÉGULIÈRE ET RECONNUE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

DIVERSIFICATION SELON LES MARCHÉS

Des opérations de financement sont effectuées régulièrement sur les principaux marchés internationaux, soit aux États-Unis, en Europe et en Asie.

Afin d'assurer une bonne liquidité sur le marché secondaire, des émissions de grande taille sont effectuées.

Au cours des dix dernières années, 19 % des emprunts ont été réalisés en devises étrangères. En 2011-2012, le gouvernement du Québec a réalisé 8,1 % de ses emprunts sur les marchés étrangers.

ACTIVITÉS DU QUÉBEC SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

Depuis 2001, le Québec a fait seize émissions de référence en dollars américains et en euros :

- dix émissions en dollars américains, pour un total de 11,4 milliards de dollars US;
- six émissions en euros, pour un total de 8,25 milliards d'euros.

Le Québec souhaite demeurer un émetteur régulier sur les marchés internationaux. L'objectif visé est d'émettre chaque année une obligation de référence en dollars américains et une autre en euros.

UNE PRÉSENCE DE LONGUE DATE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

Le Québec emprunte depuis plus de 40 ans en Europe et en Asie.

- Le premier emprunt en marks allemands a eu lieu en 1968.
- Le premier emprunt en yens a été effectué en 1972.
  - Le Québec a d'ailleurs été le deuxième gouvernement étranger à effectuer un emprunt en yens.

Il est à noter que la présence du Québec sur les marchés financiers internationaux remonte à 1874 à Londres et à 1879 à New York, alors que le Québec a été le premier emprunteur étranger sur ce marché.

MARCHÉ	COUPON (%)	DATE D'ÉMISSION	DATE D'ÉCHÉANCE	ENCOURS (en millions)[1]
ÉMISSIONS EN DOLLARS AMÉRICAINS				
	4,875	2004	2014	1 000
	4,60	2005	2015	1 000
	5,00	2006	2016	1 250
	5,125	2006	2016	1 500
	4,625	2008	2018	1 000
	3,50	2010	2020	1 500
	2,75	2011	2021	1 400
	7,50	1993	2023	1 000
	7,125	1994	2024	1 000
	7,50	1999	2029	1 500
ÉMISSIONS EN EUROS				
	4,25	2003	2013	1 000
	3,625	2005	2015	1 500
	5,375	2005	2016	1 500
	4,75	2008	2018	1 250
	5,00	2009	2019	1 500
ÉMISSIONS EN D'AUTRES DEVISES				
Franc suisse	3,50	2008	2014	250
	3,125	2009	2015	350
	2,25	2005	2015	500
	2,625	2006	2017	500
	5,375	2008	2018	250
	2,875	2009	2021	200
Yen	1,60	2001	2013	50 000
$ australien	5,75	2005	2015	450
	6,50	2011	2021	225
$ néo-zélandais	6,75	2005	2015	300
Peso mexicain	8,27	2006	2016	1 500

(1) En millions d'unités de la devise.

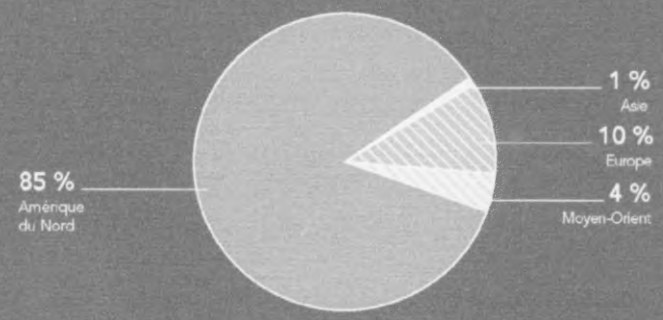
DATE DES PREMIÈRES ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS DU QUÉBEC
(par devise)

EMPRUNT DU QUÉBEC EN DOLLARS AMÉRICAINS EN AOÛT 2011

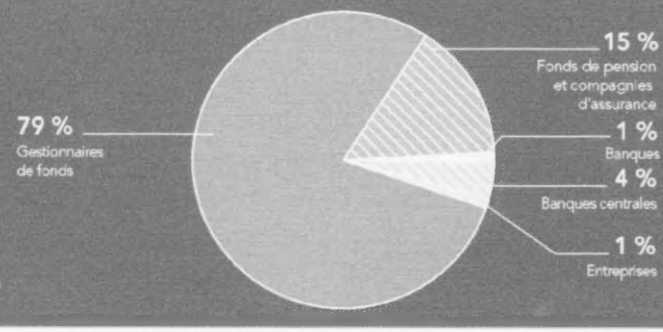
LA PLUS RÉCENTE ÉMISSION D'OBLIGATIONS DU QUÉBEC EN DOLLARS AMÉRICAINS A ÉTÉ RÉALISÉ LE 25 AOÛT 2011. LA DEMANDE PROVENAIT DE PLUS DE 50 INVESTISSEURS ET A ÉTÉ TELLE QU'ELLE A PERMIS D'ÉMETTRE 1,4 MILLIARD DE DOLLARS AMÉRICAINS AVEC UNE ÉCHÉANCE DE DIX ANS. CETTE TRANSACTION A D'AILLEURS MÉRITÉ LE PREMIER PRIX POUR L'ANNÉE 2011, DANS LA CATÉGORIE DES ÉMETTEURS « GOUVERNEMENT SOUS-NATIONAL / MUNICIPALITÉ », DÉCERNÉ PAR LE MAGAZINE FINANCIER *EUROWEEK*.

LE QUÉBEC POSSÈDE MAINTENANT DIX ÉMISSIONS DE RÉFÉRENCE SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN AVEC DES ÉCHÉANCES VARIANT ENTRE 2014 ET 2029.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ACHATS DE L'ÉMISSION DE 1,4 G$ US D'AOÛT 2011



RÉPARTITION PAR TYPE D'INVESTISSEURS DES ACHATS DE L'ÉMISSION DE 1,4 G$ US D'AOÛT 2011



BASSIN D'INVESTISSEURS DIVERSIFIÉ

Le Québec rencontre régulièrement des investisseurs aux États-Unis, en Europe et en Asie. Cette stratégie, instaurée il y a déjà plusieurs années, permet au Québec d'élargir et de diversifier son bassin d'investisseurs.

RECONNAISSANCE DES MARCHÉS FINANCIERS INTERNATIONAUX

Le magazine financier *EuroWeek* a décerné des prix pour des transactions réalisées par le Québec en dollars américains et en euros en 2001, 2002, 2003, 2005, 2008, 2009 et 2011. Le magazine *International Financing Review* a également décerné un prix pour une émission du Québec en francs suisses réalisée en 2005.

MARCHÉ DE L'EURO : LE QUÉBEC PRÉSENT DEPUIS LE DÉBUT

LE QUÉBEC A ÉTÉ LA PREMIÈRE PROVINCE CANADIENNE À RÉALISER UN EMPRUNT EN EUROS, ET CE, DÈS LE 11 JANVIER 1999, SOIT ONZE JOURS APRÈS LA CRÉATION DE CETTE DEVISE.

LE QUÉBEC A EFFECTUÉ SA PREMIÈRE ÉMISSION DE RÉFÉRENCE EN EUROS EN JUIN 2001.

HISTORIQUE DES EMPRUNTS RÉALISÉS PAR DEVISE[1]

(en pourcentage)

P : Résultats préliminaires.
(1) Emprunts du fonds général du gouvernement, emprunts pour le Fonds de financement et emprunts de Financement-Québec.

LA GESTION DE LA DETTE

La gestion de la dette permet au gouvernement de réaliser des économies au titre du service de la dette.

DETTE

LA DETTE BRUTE DU GOUVERNEMENT COMPREND LA DETTE DIRECTE, LE PASSIF NET AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET LE PASSIF NET AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS. LES SOMMES ACCUMULÉES DANS LE FONDS DES GÉNÉRATIONS RÉDUISENT LA DETTE BRUTE.

LES RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES INDIQUENT QUE LA DETTE BRUTE S'ÉTABLISSAIT À 183,8 MILLIARDS DE DOLLARS AU 31 MARS 2012, CE QUI ÉQUIVAUT À 55,0 % DU PIB.

MINIMISER LES COÛTS ET LES RISQUES

La stratégie de gestion de la dette du gouvernement vise à minimiser les coûts de la dette tout en limitant le risque lié aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt.

Les emprunts sont effectués là où les fonds sont disponibles, au plus bas coût possible.

L'utilisation des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises permet d'atteindre les proportions de dette désirées :

- par devise;
- par type de taux, soit à taux fixe ou variable.

DETTE BRUTE DU GOUVERNEMENT AU 31 MARS 2012[P]

(en milliards de dollars)

Dette directe consolidée	159,3
Passifs nets au titre des régimes de retraite et des avantages sociaux futurs	28,8
Moins :	
Montant accumulé dans le Fonds des générations	-4,3
DETTE BRUTE	183,8

P : Résultats préliminaires.

STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PAR DEVISE AU 31 MARS 2012[P]

APRÈS LA PRISE EN COMPTE DES CONTRATS D'ÉCHANGE DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE DEVISES

P : Résultats préliminaires.

STRUCTURE DE LA DETTE BRUTE PAR TAUX D'INTÉRÊT AU 31 MARS 2012[P]

APRÈS LA PRISE EN COMPTE DES CONTRATS D'ÉCHANGE DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE DEVISES

P : Résultats préliminaires.

UNE GRANDE QUALITÉ DE CRÉDIT

COMMENTAIRES DES AGENCES DE NOTATION

MOODY'S – SEPTEMBRE 2011

« [...] la cote de crédit Aa2 de la province reflète sa qualité de crédit intrinsèque qui découle notamment de l'importance et du caractère diversifié de son économie, de la marge de manœuvre du gouvernement en matière de gestion budgétaire qui bénéficie pleinement d'un large éventail de taxes, ainsi que de sa capacité à ajuster si nécessaire ses dépenses. »

« L'engagement du Québec à freiner la progression de son endettement en diminuant ses besoins financiers ainsi que la contribution de la province à un fonds de réserve affecté au remboursement de la dette sont des éléments déterminants dans la perspective attribuée par Moody's à la cote de crédit de la province. »

STANDARD & POOR'S – SEPTEMBRE 2011

« The affirmation [of the rating] reflects our view of the province's robust economic growth prospects in 2011 and 2012, adequate cash and investment holdings, support from the federal government, and commitment to debt reduction. »

[Traduction] La confirmation de la cote de crédit reflète la perspective d'une croissance économique robuste pour la province en 2011 et en 2012, le niveau de liquidités adéquat, le soutien du gouvernement fédéral et l'engagement du gouvernement à réduire la dette.

UN ÉCHÉANCIER DE LA DETTE STABLE

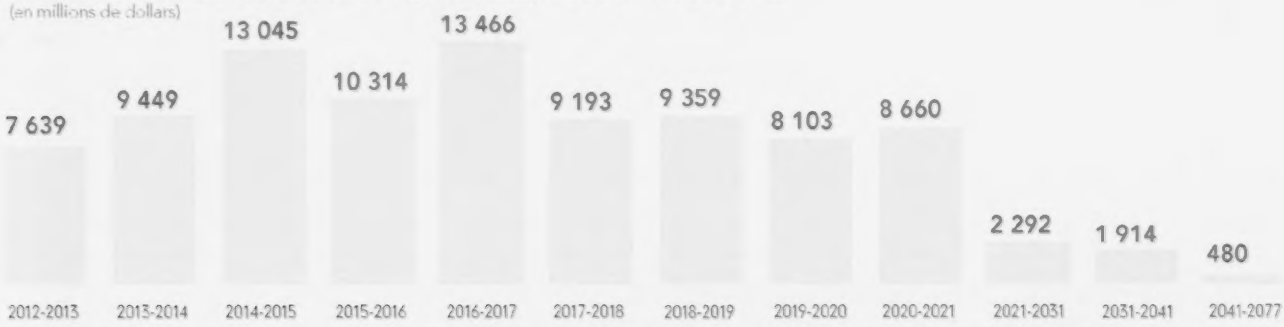
La diversification des emprunts selon les échéances permet d'avoir un profil de refinancement stable et assure une présence régulière sur les marchés financiers. L'échéance moyenne de la dette est de douze ans.

LES COTES DE CRÉDIT

AGENCE	COTE	PERSPECTIVE
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
Dominion Bond Rating Service (DBRS)	A (high)	Stable
Fitch Ratings (Fitch)	AA-	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

ÉCHÉANCIER DE LA DETTE À LONG TERME AU 31 MARS 2012[P]

(en millions de dollars)



P : Résultats préliminaires.
Note : La dette à long terme comprend la dette directe du fonds général, la dette contractée pour effectuer des avances au Fonds de financement et la dette de Financement-Québec.

Finances
Québec